



Allemagne: enjeux démographiques et solidarité intergénérationnelle

Petit-déjeuner débat autour de Philipp Missfelder
organisé par le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)
de l'Institut français des relations internationales (Ifri) à Paris
le 07 septembre 2004

Compte-rendu rédigé par Emmanuelle Saunier

Lors de ce troisième petit-déjeuner débat organisé par le Cerfa et consacré aux personnalités d'avenir, Philipp Missfelder, le très jeune président de la *Junge Union* - organisme de jeunesse de l'Union chrétienne démocrate (CDU) -, s'est exprimé sur un sujet brûlant de l'actualité allemande : les enjeux démographiques et la solidarité intergénérationnelle divisent certes les forces politiques mais aussi le pays d'est en ouest et les Allemands – jeunes et moins jeunes.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, Ph. Missfelder a souligné l'importance de l'amitié franco-allemande et évoqué brièvement son parcours politique, osant la comparaison avec l'actuel ministre de l'Économie et des Finances français, Nicolas Sarkozy. Cet étudiant berlinois en histoire a des contacts prestigieux et compte dans son cercle de relations, le député Karl Lamers et l'ancien Chancelier Helmut Kohl, dont la personnalité et l'engagement européen l'ont d'ailleurs incité à entrer dans la CDU. Celui qui fit scandale outre-Rhin en annonçant « plus de remboursement de hanches pour les plus de 85 ans », propos qui furent repris par la *Bild Zeitung* et, selon lui, souvent mal interprétés par la population, ne cache pas avoir de l'ambition ; Gerhard Schröder fut bien président des jeunes socialistes avant d'être Chancelier et le très médiatique Nicolas Sarkozy, président de la jeunesse gaulliste... une fonction qu'il a quittée en 1979, année de naissance de Philipp Missfelder, comme ce dernier se plaît à souligner. Enfin, Ph. Missfelder s'est réjoui des effectifs atteints par le mouvement des jeunes chrétiens démocrates, celui-ci recensant plus de 130 000 adhérents et surpassant ainsi largement les effectifs des mouvements concurrents (Jeunesse socialiste : 60 000, démocrates libéraux du FPD : 10 000, Verts : 5 000).

Élections et réformes

Le dimanche 5 septembre 2004 ont eu lieu des élections du Parlement de la Sarre qui ont vu une très nette victoire de la Christlich Demokratische Union (CDU), puisque celle-ci a enregistré un score avoisinant les 47,5 % ; ce résultat, bien qu'en

progression par rapport aux dernières élections, ne parvient pourtant pas à satisfaire complètement le président de la *Junge Union*, qui aurait souhaité, non pas un « simple » recul du concurrent Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD) (de plus de 13,5 % des voix !) mais un réel « anéantissement » des socialistes en Sarre. À ce terme utilisé et certainement exagéré, étant donnée la tendance actuelle à l'effritement du consensus démocratique, Hans Stark, secrétaire général du Cerfa, a immédiatement réagi et exprimé son inquiétude, si telles étaient réellement les intentions de la CDU ; les voix perdues par le SPD ne se reporteraient certainement pas dans leur ensemble sur les chrétiens démocrates et on risquerait d'observer une augmentation des reports sur les partis extrêmes. Si Philipp Missfelder a donné raison à Hans Stark sur ce point, lorsqu'il s'agit d'élections au niveau fédéral, il a affirmé en outre, que lors d'élections dites « test » au niveau local, l'objectif était de causer le plus de « dégâts » possible et de réussir un changement de tendance politique.

Le fait que les extrêmes soient crédités dans les sondages de nombreuses intentions de vote et récoltent, lors des élections, de bons scores, s'explique par l'incompréhension de la population des réformes annoncées ou engagées par les gouvernements successifs. Aujourd'hui, le terme même de « réformes » fait peur alors qu'il devrait être associé à une évolution positive, signe d'une adaptation de la politique et de l'économie aux nouvelles réalités du pays. Les Allemands sont déçus et se sentent trompés par une classe politique dirigeante trop occupée à mettre en place des « réformettes » dictées par les exigences du calendrier électoral dont les résultats, quand il y en a, ne correspondent pas à leurs attentes. Des attentes, peut être d'ailleurs trop importantes, a souligné Ph. Missfelder. L'État-providence tel qu'il existe n'est plus viable et ne pourra plus dans un proche avenir pourvoir aux besoins de chacun. L'Allemagne doit arrêter d'investir dans son passé pour ne se consacrer qu'au futur, et en aidant pour cela la jeune génération. Et pour cela, les réformes s'avèrent nécessaires. Le problème réside dans la difficulté d'imposer des réformes sans le consensus populaire : « Schröder se bat actuellement contre la population », un état de fait qui paraît presque anti-démocratique... Et s'il n'y a pas de consensus populaire au sujet des réformes, on risque de voir se renforcer un désintérêt déjà existant de la population vis-à-vis de la chose publique.

Investir dans le futur et non plus dans le passé

Investir dans le futur, c'est avant tout investir dans les générations futures. Tel est le message qu'a délivré Philipp Missfelder. Il s'agit d'une part de redresser un taux de natalité encore trop faible en Allemagne (1,3 enfants par femme) ne permettant pas d'assurer un renouvellement des générations et contribuant inéluctablement à un vieillissement de la population. D'autre part, il s'avère nécessaire de lutter contre la pauvreté des enfants et des jeunes (*Kinderarmut*). Comme l'a montré une récente étude portant sur les enfants à Berlin, le constat d'un dénuement et d'une pauvreté extrêmes chez ces derniers est alarmant : 50 % des jeunes quitteraient l'école sans même savoir user de la langue allemande correctement ; et il ne s'agit pas, pour la plupart d'entre eux, d'enfants d'immigrés. De même, 7,6 % des jeunes vivraient en dessous du seuil de pauvreté en Allemagne, un taux de loin nettement supérieur à celui concernant les personnes âgées (1,5 %). La jeunesse actuelle est trop souvent confrontée à des inégalités de fait, qui l'accompagnent tout au long de la vie : bon nombre d'enfants vivent sous le toit de parents « Rmistes », ne parviennent à décrocher de diplômes, ni même à suivre un apprentissage et sont bien souvent condamnés au chômage. Ph. Missfelder a précisé d'ailleurs à ce sujet que le rapport entre le niveau d'éducation et le taux de chômage se trouve souvent inversé. Excepté dans les domaines de la chimie et de l'ingénierie, beaucoup de jeunes diplômés ont des difficultés à trouver un emploi en Allemagne. D'où un phénomène de *brain drain*, une fuite des cerveaux vers les États-Unis. Il est donc urgent de créer un climat plus favorable aux jeunes, de réintégrer les plus démunis et de faire en sorte d'améliorer leur niveau de vie. L'Allemagne et la classe politique doivent continuer à se battre pour éviter l'apparition d'une classe misérable et marginalisée (phénomène de « ghettoïsation ») telle qu'elle existe, par exemple, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. Les réformes sociales sont donc urgentes et la seule solution pour emporter le consensus populaire semblerait, selon le président de la *Junge Union*, « d'émotionnaliser » le débat, en faisant prendre conscience aux anciens de la nécessité d'aider leurs enfants et petits-enfants.

Et concrètement, M. Missfelder : quelles réformes ?

Interrogé sur ce qu'il propose pour soutenir le taux de natalité en Allemagne, Ph. Missfelder a avoué être favorable au vote familial (*Familienwahlrecht*) et s'est déclaré

favorable à la restructuration – et augmentation – des allocations familiales en une allocation unique (*Familiengeld*). Si le vote familial lui paraît difficile à appliquer étant donnée l'opposition quasi unanime de la classe dirigeante et des spécialistes du droit constitutionnel à ce sujet, il ne faudrait pas croire aux miracles de l'allocation unique en matière de natalité. Seule une politique permettant une compatibilité entre enfants et carrière par la mise en place de structures d'accueil et d'éducation pour les enfants en bas âge – crèches et écoles maternelles ouvertes jusqu'à environ 17 heures – aurait un impact positif sur le taux de natalité. Il est inconcevable, selon Ph. Missfelder, d'empêcher une activité professionnelle des femmes, celles-ci représentant actuellement plus de 50 % des diplômés. Étant donnée la conjoncture économique actuelle, les deux parents se doivent, quand ils le peuvent, de travailler. L'État doit donc faire en sorte de les décharger un tant soit peu de la responsabilité d'éducation de leurs enfants, une responsabilité que les instituteurs sont très à même d'assurer. Sollicité sur la position de la CDU sur ce sujet, Philipp Missfelder a assuré d'un changement de mentalité au sein de son parti même s'il est vrai que quelques opinions conservatrices persistent – notamment au sein de la Christlich Soziale Union (CSU) d'Edmund Stoiber. Enfin, interrogé sur sa position quant au sujet sensible de l'immigration, Ph. Missfelder s'est avoué favorable à la présence d'une communauté turque importante en Allemagne, à laquelle l'État devrait donner davantage de moyens et de possibilités pour s'intégrer. Sujet corollaire et non moins sensible, Philipp Missfelder a été invité à s'exprimer sur l'éventuelle adhésion de la Turquie à l'Europe. Sa réponse est sans appel : « Cela signifierait la fin de l'Europe ». À la problématique élargissement/approfondissement, il répond sans la moindre hésitation « approfondissement » : la Turquie reste certes un partenaire privilégié de l'Union européenne pour des raisons économiques et géostratégiques, dans le contexte actuel de lutte contre le terrorisme ; mais l'Union doit se concentrer sur l'unification économique, politique et culturelle de ses États membres, ce que rendrait difficile l'adhésion de la Turquie.

Si le portrait de l'Allemagne dressé par Philipp Missfelder paraît à quelques égards un peu sombre, celui-ci a donné une teinte résolument optimiste à son intervention : les difficultés actuelles de l'Allemagne – aux plans économique et social – ne sont qu'une sombre passe ; « l'Allemagne va s'en sortir car les Allemands sont des gens qui travaillent bien ».